Rendre accessibles et valoriser les archives visuelles du syndicalisme

Un entretien avec Raphaël Baumard, réalisé par David Hamelin

Raphaël Baumard et David Hamelin

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/itti/2469>

DOI : 10.4000/itti.2469

Éditeur

Université de Poitiers

Référence électronique

Raphaël Baumard et David Hamelin, « Rendre accessibles et valoriser les archives visuelles du syndicalisme », *Images du travail, travail des images* [En ligne], 12 | 2022, mis en ligne le 17 février 2022, consulté le 02 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/itti/2469> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/itti.2469>

Ce document a été généré automatiquement le 2 avril 2022.

Images du travail, travail des images

Rendre accessibles et valoriser les archives visuelles du syndicalisme

Un entretien avec Raphaël Baumard, réalisé par David Hamelin

Raphaël Baumard et David Hamelin

Vous est-il possible de revenir sur ce que sont les Archives nationales du monde du travail ?

Les Archives nationales du monde du travail ont ouvert au public en 1993. Il s'agit d'un centre d'archives relativement récent, connu initialement sous le nom de Centre des archives du monde du travail (CAMT). C'est sous le gouvernement de Pierre Mauroy que la décision a été prise de le créer. Il devait être l'un des cinq centres d'archives du monde du travail : l'objectif était alors de disposer d'un maillage territorial en France afin de collecter et de préserver des sources qui, en pleine période de désindustrialisation, étaient en péril (documents produits par les usines, les compagnies, les sociétés...).

C'est en 1983 que Jack Lang a annoncé le choix de Roubaix pour y implanter le premier centre des archives du monde du travail. Cette décision comportait une dimension symbolique, car la région Nord-Pas-de-Calais était particulièrement sinistrée du point de vue économique et industriel, du fait de l'effondrement de deux sources d'activités essentielles pour elle : le textile et l'activité minière. Ce projet a survécu aux différentes cohabitations ministérielles. Annoncé en 1983, les travaux ont débuté en 1989, et le bâtiment a été inauguré en 1993.

Si ce projet a survécu aux différents gouvernements, y a-t-il eu des moments de doute sur la possibilité de le mener à bien ?

Effectivement, il y a eu des moments de doute. La création du Centre de Roubaix a pris du retard, notamment pour des raisons politiques lors de la période de cohabitation. Et surtout, en 1995, deux ans après son inauguration, la création des quatre autres centres est officiellement abandonnée.

À compter de 1995-1996, le CAMT de Roubaix devient le seul centre national destiné aux archives du monde du travail en France : il perd ainsi sa vocation strictement régionale pour une vocation nationale. C'est donc dans ces années-là que furent

transférés les fonds d'entreprises et de syndicats qui avaient été collectés depuis les années 1950 par le site parisien des Archives nationales, et qui y étaient jusque-là conservés.

Image 1 : Façade monumentale des ANMT (ancienne usine Motte-Bossut)

Crédits : ANMT - Mélody Fernandes.

Cette évolution a eu une incidence forte sur l'histoire du CAMT. Les premières années ont été consacrées à une collecte de fonds essentiellement locaux, dans l'esprit d'un centre interrégional à l'échelle de ce qui deviendra par la suite les Hauts-de-France. Ces archives y sont encore conservées et constituent un corpus qui n'est plus enrichi.

En effet, avec la transformation en centre national, la stratégie change : désormais les ANMT se concentrent sur les fonds d'ampleur nationale, laissant aux archives départementales, municipales, voire régionales, le soin de traiter les fonds locaux.

Sur le plan institutionnel, le Centre est une émanation du ministère de la Culture : il est devenu à compter de 2007 un service à compétence nationale, au même titre que les Archives nationales (Paris, Pierrefitte-sur-Seine) et les Archives nationales d'outre-mer (Aix-en-Provence).

Quelle est schématiquement la composition des fonds que votre institution conserve ?

Les fonds collectés par les ANMT sont des archives privées, issues des acteurs du secteur privé du monde du travail. Vous ne trouverez aux Archives nationales du monde du travail ni les archives des ministères ni les archives des administrations publiques chargées de la politique du travail. Ces dernières sont gérées par le reste du réseau des archives publiques en France.

Quantitativement, les archives les plus nombreuses sont celles des entreprises. Celles-ci sont de toutes sortes, de toutes natures et de tous types d'activités : les

banques, le secteur de la métallurgie, les chemins de fer, les coopératives agricoles, tout ou presque est couvert. Le deuxième ensemble, du point de vue du volume toujours, est constitué des archives des syndicats et des organisations professionnelles, représentant autant les employés que le patronat (sont par exemple conservées les archives du Centre national du patronat français, ancêtre de l'actuel MEDEF). Le monde associatif forme une autre partie essentielle des fonds : il s'agit exclusivement d'associations qui ont un lien particulier avec le travail ou qui luttent contre la pauvreté économique. Cela dépasse donc le champ des associations professionnelles, à l'image d'Emmaüs international, du Secours populaire et encore des Restos du Cœur dont les fonds sont conservés aux ANMT.

Enfin, citons les archives des comités d'entreprises et ceux des particuliers : employés, cadres, militants dont l'action a eu un lien direct avec le monde du travail.

Concernant la chronologie, nous collectons des fonds de toutes périodes, avec néanmoins une prédominance très claire des XIX^e et XX^e siècles. Le manque d'archives antérieures à cette période est intrinsèquement lié à la question des sources. Avant la révolution industrielle, les notions mêmes d'entreprises et de syndicats sont sans objet. Le travail est éclaté et diffus. On produit peu de documents, car on a peu de raisons ou d'occasions d'en produire. Pour cette époque, on trouvera plutôt des sources dans les archives des corporations ou dans les archives notariales, conservées dans les services d'archives départementales.

Au total les ANMT ce sont 50 kilomètres linéaires de documents, ce qui en fait le plus important service public d'archives en France s'agissant des archives privées. Les documents sont conservés dans des magasins à température et hygrométrie contrôlées, leur assurant des conditions idéales : le bâtiment des ANMT a été spécifiquement réaménagé dans cette optique à la fin des années 80, respectant parfaitement les normes en vigueur.

Comment s'organise la collecte de ces archives ? Ce n'est pas toujours le premier réflexe des entreprises de penser que leurs archives puissent avoir un intérêt. Souvent, les archives d'entreprises sont jetées à la poubelle, tout comme les archives syndicales et d'autres types d'institutions.

Tout commence en général par un producteur d'archives qui souhaite nous confier ses documents. Les raisons des dépôts sont multiples : il peut s'agir d'une personne qui souhaite faire de la place dans son grenier ou dans sa cave, ou d'une entreprise ayant un véritable intérêt pour les archives et une volonté de les valoriser, en les faisant classer et en les mettant à disposition des chercheurs.

Parmi les entreprises privées, certains groupes ont développé cette conscience patrimoniale et ont construit de véritables services d'archives historiques pour leurs propres documents. Il s'agit souvent de compagnies anciennes et disposant d'une forte identité maison. Par exemple, le secteur bancaire est très bien structuré en la matière. Celui-ci n'a donc pas besoin des ANMT pour préserver ses archives !

D'autres entreprises en revanche on fait le choix de nous confier leurs fonds et de travailler avec nous. Si le dépôt ou le don sont gratuits, ce n'est pas sans obligations. Le plus souvent, le classement des documents est exigé avant leur arrivée aux ANMT, en échange de quoi nous nous engageons à les conserver et à les communiquer. L'entreprise ou l'association qui est à l'origine des archives est en effet la plus à même d'en faire comprendre l'organisation et d'en restituer le fonctionnement.

Plusieurs modes d'entrée des archives sont proposés. Le syndicat, l'entreprise ou le particulier peuvent décider de les donner, purement et simplement. Un transfert de propriété s'effectue alors en faveur du ministère de la Culture. Ils peuvent aussi faire le choix de les déposer : ils en restent alors propriétaires tout en confiant la charge de leur conservation aux ANMT.

Le choix du don ou du dépôt n'est pas neutre, car il n'offre pas les mêmes garanties de protection : il fait à chaque fois l'objet de négociations. Une attention particulière est notamment portée au régime de communicabilité des documents. Aujourd'hui, il est impossible pour le donateur ou le déposant de soumettre la communication de son fonds à des autorisations préalables. On applique plutôt les délais du code du patrimoine, tels qu'ils sont prévus pour les archives publiques et qui sont protecteurs autant des intérêts de l'entreprise ou de l'association que de ceux des tiers.

Parallèlement aux dons et dépôts, nous mettons aussi en œuvre une politique d'acquisition à titre onéreux pour des pièces isolées : il s'agit le plus souvent de documents iconographiques ou de compléments de fonds déjà conservés. Nous pouvons les acquérir en ventes aux enchères ou de gré à gré.

Plus rarement, nous sommes amenés à « sauver » des fonds d'archives en péril. Le code du commerce oblige en effet le liquidateur d'une entreprise en faillite à faciliter l'accès des archivistes publics aux sources et le cas échéant permet de les récupérer. Cette disposition est plus fréquemment utilisée dans le réseau des archives territoriales, notamment en archives départementales.

Dans ces collectes d'archives, comment sauriez-vous quantifier la part des archives que l'on dit « visuelles », les archives imagées, graphiques ?

Ce type d'archives est effectivement très présent : il y en a quasiment au sein de tous nos fonds, même si en termes de volume cela reste minoritaire en regard des autres typologies documentaires plus « classiques ».

Ces documents sont en outre ceux qui prennent le plus de temps à décrire. L'iconographie demande parfois des descriptions à la pièce ou au moins au lot de documents, de façon resserrée. C'est ce qui rend le travail sur l'iconographie si important à chaque fois que l'on classe un fonds.

Image 2 : Photographie prise lors d'une manifestation pour la défense de l'enseignement privé, Lyon, février 1984

ANMT, 2018 1 1253, fonds CFTC.

La méthodologie du classement archivistique exige de suivre, non pas les typologies documentaires, mais les activités de l'organisation. On ne classe jamais un fonds en séparant les typologies : rapports, notes, photographies, affiches. Car ce serait le dénaturer : il n'a pas été conçu ainsi, il est le résultat des différents services de l'organisme, qui eux-mêmes sont le reflet de ses activités. On ne mélange donc pas les archives du service communication avec ceux du service des ressources humaines par exemple, même si on a des photographies d'agents dans chacun ! Au contraire, il s'agit de conserver les documents visuels à leur place, ce qui va permettre de comprendre comment et pourquoi ils ont été produits. En revanche, ils seront décrits plus finement : on leur apportera une attention particulière en termes d'indexation et de description pour pouvoir les rendre plus facilement exploitables pour les chercheurs.

Collectez-vous aussi d'autres types de supports – pensons ici aux drapeaux syndicaux, aux gravures, voire à des œuvres d'art, des dessins en lien avec le travail ?

Parmi nos fonds, nous conservons des supports très diversifiés : photographies, documents audiovisuels, collections d'affiches, de tracts... En revanche, les objets, les tableaux, et plus généralement toutes les pièces en trois dimensions sont rares. Des questions pratiques et matérielles l'expliquent : notre Centre n'est pas équipé pour accueillir ces objets. En outre, nous ne disposons pas du savoir-faire pour les conserver, à l'inverse des musées.

Restent les exceptions : nous conservons quelques « objets de grève », notamment des flacons de parfum produits par des ouvriers en grève, ainsi que des drapeaux

syndicaux. Leur volume reste toutefois très faible en regard des cinquante kilomètres d'archives entreposées dans nos magasins.

Quand on nous propose des œuvres en trois dimensions, nous préférons faire jouer les réseaux culturels pour trouver les institutions qui seraient plus pertinentes pour ce type d'objet. Prenons l'exemple des archives d'entreprises textiles, que nous conservons en nombre. Dans ce type de cas, nous prendrons en charge tous les documents textuels et figurés, mais délaierons les objets, notamment les collections d'échantillons textiles, que nous proposerons plutôt au musée de La Piscine de Roubaix, qui dispose d'une tissuthèque. Au cas par cas, suivant les objets, nous trouvons des solutions de ce type, qui satisfont toutes les exigences de conservation et de recherche.

Pouvez-vous nous décrire quelques fonds emblématiques accueillis par les ANMT, articulant le champ syndical et la documentation visuelle ?

Je citerais d'abord les fonds des syndicats eux-mêmes, avec en particulier celui de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), qui a été confié aux ANMT à la fin des années 1990. Il s'agissait d'archives audiovisuelles avec en particulier les captations effectuées lors des congrès de la fédération. Cet ensemble a depuis été traité, inventorié et numérisé : ce sont des sources exploitables facilement. Jusqu'à assez récemment, cela demeurait néanmoins une exception.

Les choses ont depuis évolué de manière très positive : au cours des cinq dernières années, des syndicats en nombre croissant sont venus s'inscrire dans les pas de la FEN en nous confiant leurs archives et plus particulièrement leurs archives iconographiques ou audiovisuelles. La Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) a ainsi déposé en 2017, quarante-cinq mètres linéaires de documents audiovisuels. Ceux-ci concernent essentiellement les trente dernières années d'activité de la Fédération et constituent une source exceptionnelle : productions audiovisuelles de la FNSEA, captations, enregistrements et interviews que le syndicat a pu réaliser...

En 2018, c'est la CFTC qui nous a confié dix mètres linéaires d'archives comportant des documents audiovisuels en cours de numérisation par un prestataire. La CFE-CGC nous a également confié huit mètres linéaires d'archives iconographiques : cette photothèque est elle aussi en cours de classement. Dans le cas de la CFE-CGC, le transfert des documents a eu lieu en 2019 à l'occasion des 100 ans de l'Organisation internationale du travail (OIT) : une exposition proposée par la CFE-CGC a alors été présentée aux ANMT.

Image 3 : Photographie prise lors d'une manifestation intersyndicale pour l'emploi, 1997

ANMT, 2018 1 1284, fonds CFTC.

À côté des fonds des syndicats, n'oublions pas ceux des comités d'entreprise. Celui de l'usine de Renault à Boulogne-Billancourt fait partie des pépites des ANMT. Il comporte une collection complète des affiches des différentes manifestations organisées par ce comité d'entreprise. Y étaient invitées les célébrités de l'époque : les photographies montrent ainsi Yves Montand chantant devant les ouvriers.

Enfin, beaucoup de documents iconographiques sont conservés parmi les archives des militants. Au cours de leurs parcours et de leur engagement, ces derniers ont pu constituer leur propre documentation en collectant des tracts, leurs propres échantillons d'affiches... Cela constitue souvent un complément précieux des archives « officielles », quand ils ne s'y substituent pas purement et simplement en cas de destruction... Ce type de fonds a en outre l'avantage de couvrir plusieurs domaines à la fois, car il n'est pas rare qu'un militant soit engagé dans plusieurs structures : un militant aux Jeunesses ouvrières chrétiennes (JOC) pourra par exemple avoir été en parallèle engagé à la CFDT, ce dont ses archives témoigneront.

En résumé, il est possible de trouver des documents iconographiques dans la plupart des fonds des ANMT, y compris les plus insoupçonnés. Il est rare qu'au ^{xx}e siècle une institution n'ait pas eu besoin à un moment donné soit de fabriquer des supports graphiques, soit de prendre des photographies ou des vidéos. Dès que ces structures se sont approprié les principes de la communication, on retrouve nécessairement ces typologies dans leurs archives.

Quels sont les moyens en votre possession et votre stratégie pour valoriser ces fonds ?

À l'occasion du lancement de notre nouveau site internet, nous avons favorisé, via une indexation plus précise, des recherches transversales au sein de ces fonds. Cela permet de retrouver plus facilement les archives syndicales, qu'il s'agisse des syndicats eux-mêmes, des militants voire d'archives syndicales à l'intérieur des fonds

d'entreprises... Parallèlement, il est désormais possible pour les chercheurs souhaitant concentrer leur travail sur des archives iconographiques de le faire grâce à un moteur de recherche dédié, qui donne accès aux reproductions numériques de certaines collections. Cette partie du site internet est enrichie très régulièrement.

Il existe cependant une difficulté essentielle pour valoriser les documents graphiques et audiovisuels : c'est la question des droits de propriété intellectuelle. En tant que centre de conservation, nous ne sommes jamais l'auteur des documents que nous conservons : nous ne sommes donc pas titulaires des droits d'auteur. Cela constitue un frein certain pour l'exploitation des documents et leur utilisation. Il nous faut toujours l'accord des ayants droit, qui peuvent être multiples dans le cas d'un dépôt, car le propriétaire des supports matériels n'est pas forcément l'auteur des documents. La question n'est pas simple ! Ces limites sont réelles : aux droits de propriété intellectuelle s'ajoute également le nécessaire respect de la vie privée.

Notons néanmoins que de nombreux ayants droit nous ont donné les autorisations nécessaires. À titre d'exemple, notre site internet offre à voir des collections d'affiches comme celles du Secours populaire, ou encore la photothèque de Charbonnages de France.

Au-delà de ces questions de droits, les moyens de valorisation sont très nombreux. Notre site internet en est le principal, mais nous mettons en œuvre également des expositions. En 2015, une exposition dédiée à la photographie a été organisée, intitulée *À fond[s] la photo*. Elle présentait un panorama des sources photographiques disponibles dans nos fonds, organisées par grandes thématiques. Autre exemple, plus récent : en 2020, une exposition portant sur les personnels ferroviaires, *Les Gens du rail*¹ a été proposée, comportant une iconographie nombreuse (affiches, photographies...). L'image permet de capter le public pour l'amener à d'autres types de documents, parfois plus techniques.

Enfin, la valorisation passe aussi par une politique de réutilisation très ouverte, qui permet à chacun d'exploiter nos fonds. Pour ceux dont nous sommes propriétaires (c'est-à-dire tous les documents sauf les dépôts), la réutilisation est libre et gratuite. La seule obligation est de préciser la cote du document et son appartenance aux collections des Archives nationales du monde du travail. C'est un critère classique pour retracer les sources qui témoigne de la rigueur scientifique des auteurs !

En 2021, les ANMT se sont associées à l'année de l'agriculture. Pouvez-vous nous expliquer la dynamique qui a été la vôtre ?

Comme chaque année, nous avons mené une opération intitulée *Un mois, un document*. C'est l'occasion pour nous de travailler sur un thème spécifique, de valoriser nos fonds et d'apporter une production scientifique. En 2021, nous avons choisi l'agriculture. Depuis plusieurs années, en effet, nous sommes parvenus à collecter de nouveaux fonds sur ce domaine : c'est une priorité pour les ANMT, car c'était un secteur encore sous-représenté il y a peu parmi nos collections. La plupart de nos fonds concernaient le secteur industriel, et peu l'agriculture. Il y a des raisons à cela : en France, le monde agricole est constitué de petites exploitations à l'échelle locale dont les archives ont plutôt vocation à être collectées par le réseau des archives départementales que par les Archives nationales. Nous nous sommes donc intéressés à d'autres acteurs, nationaux ceux-là. À titre d'exemple, nous sommes parvenus à accueillir et à traiter des archives de coopératives agricoles, de syndicats, en

particulier celles de la FNSEA. C'est un nouveau corpus de sources qui est à la disposition des chercheurs, et nous tenions à le mettre en valeur. Au fil de l'année, nous avons ainsi égrené différents sujets, tantôt « légers » comme les paysages ou les vaches, tantôt plus techniques, comme un texte sur la culture de la betterave en France. Le contenu lui-même est accessible sur notre site internet !

L'objectif est de faire découvrir au grand public des aspects parfois méconnus de l'agriculture et au passage de faire connaître toute l'étendue et la richesse des fonds conservés aux ANMT. Deux ensembles ont été plus particulièrement exploités durant cette année : ceux de la FNSEA et de la Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA).

En matière de médiation culturelle et scientifique, quels sont les supports que vous privilégiez tant pour communiquer que pour apporter des éléments de connaissance ?

Pour la thématique sur l'agriculture, nous avons fait le choix de rester sur un angle purement numérique. C'était le support le plus adapté à la crise sanitaire et à ses incertitudes. C'est en outre un format qui fonctionne très bien, crise de la Covid-19 mise à part. Il permet de toucher beaucoup de monde, de susciter les interactions : nous utilisons les réseaux sociaux (Facebook, Twitter) pour diffuser le plus largement nos actions et nos ressources.

Nous privilégions également la logique des partenariats, qui permettent de mutualiser les savoir-faire, mais aussi d'élargir les publics. Ces partenariats évoluent naturellement chaque année, en fonction des actions menées.

En 2018 nous avons par exemple retenu la thématique du sport au travail pour nos « documents du mois » en interrogeant notamment la façon dont les entreprises utilisent le sport ou comment le sport peut devenir une activité économique. À cette occasion, un partenariat avait été noué avec la ville de Roubaix. Les contenus et manifestations proposés par les ANMT étaient ainsi diffusés et relayés sur les supports de communication de la ville.

En 2022, nous allons renouer avec ce partenariat : Roubaix va consacrer une année aux « textiles du monde », projet dans lequel nous allons pleinement nous inscrire en proposant différentes actions : nos « documents du mois » leur seront dédiés, mais également une pièce de théâtre, des ateliers pédagogiques, ainsi qu'un projet de publication.

Image 4 : Affiche de l'exposition *Du cœur à l'ouvrage : dans l'intimité du travail des archéologues*

Crédits : ANMT - DRAC Hauts-de-France.

Quelles sont les principales manifestations publiques organisées par vos services en 2022 ?

En ce début d'année 2022, l'exposition *Du cœur à l'ouvrage*, consacrée aux photographies des archéologues au travail, est toujours visible : elle le restera jusqu'au 23 avril. Nous proposerons ensuite les différentes actions autour du textile prévues avec la ville de Roubaix.

Enfin, nous donnerons la parole à plusieurs artistes dans notre hall d'exposition, et c'est en particulier le travail de Joséphine Kaepelin qui sera mis en valeur. Cette « prestataire de services intellectuels et graphiques » – comme elle aime à s'appeler – œuvre en milieu professionnel : elle s'est rendue dans plusieurs entreprises, s'immisce parmi les ouvriers et les employés afin de mieux comprendre les relations sociales qui se nouent. Elle restitue ensuite ses impressions dans des manifestations originales, à la limite de la conférence et de l'interprétation théâtrale : les cadres habituels sont brisés... Joséphine Kaepelin a également une production plus concrète et matérielle. C'est dans ce cadre qu'elle est venue aux ANMT. Elle a effectué un travail de recherche, comme tout lecteur peut le faire en salle de lecture : elle a compulsé différents fonds, différentes typologies documentaires, différentes sources pour réussir à se faire une idée – la sienne bien sûr – de ce qui pouvait être conservé dans notre centre d'archives. Et c'est à partir de ce matériau qu'elle a conçu une série de blouses. Ce n'est évidemment pas anodin : ce sont des blouses de travail qui reprennent graphiquement des extraits de documents des ANMT selon une composition pensée et qui joue sur les codes. Elle a intitulé son œuvre sous la forme d'un jeu de mots : « Patrons ». C'est ce travail qui sera présenté en 2022 dans notre hall d'exposition.

NOTES

1. <https://archives-nationales-travail.culture.gouv.fr/Decouvrir/Expositions/Dans-les-murs/Les-Gens-du-rail>
-

AUTEURS

RAPHAËL BAUMARD

Raphaël Baumard est conservateur du patrimoine, directeur adjoint des Archives nationales du monde du travail (ANMT, Roubaix) depuis 2017. De formation universitaire, il a d'abord été en poste aux archives départementales de Loir-et-Cher puis aux Archives nationales (Pierrefitte-sur-Seine), où il était responsable des fonds privés d'Ancien Régime. Chargé de la refonte numérique des ANMT, il a coordonné l'ouverture d'un nouveau site internet (1^{er} mars 2021) et mis en œuvre une politique de rétroconversion et de numérisation des archives afin d'offrir aux internautes de nouveaux modes de recherche au sein des fonds. Auteur de plusieurs articles autour de l'histoire des fonds d'archives ou de la politique des ANMT, il a également été co-commissaire des expositions *Usine Mai 68* et *Les Gens du rail* présentées en 2018 et 2020. Il quittera ses fonctions le 1^{er} mai 2022 pour devenir directeur des archives départementales de l'Aisne.

DAVID HAMELIN

David Hamelin est historien, chargé de cours à l'université de Poitiers. Il appartient par ailleurs à différents comités de rédaction (*Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique, Dissidences et Images du travail, travail des images*) et est collaborateur du *Maitron, Dictionnaires biographiques du mouvement ouvrier et du mouvement social*. Il est l'auteur de plus de quarante articles et a coordonné une quinzaine d'ouvrages et de dossiers de revue. Ses travaux portent sur l'histoire du syndicalisme (en particulier l'histoire de la CGT et des bourses du travail), l'histoire du travail et notamment la justice du travail.